

Questions orales

LES GRAINS

LA DEMANDE DE REPORT DE LA TAXE SUR LES PAIEMENTS
D'APPOINT—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Doug Neil (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre chargé de la Commission canadienne du blé. Ses discussions avec le ministère du Revenu national sur les paiements de rajustement pour le grain vendu avant le 9 octobre ont-elles abouti?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, les discussions ne sont pas terminées. Mais d'autres difficultés sur la manière de verser les paiements ont surgi, difficultés qui resteront même si l'on permet au céréalier de faire un choix, étant donné l'absence de service postal.

* * *

[Français]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES MESURES ANTI-INFLATIONNISTES—ON SUGGÈRE
L'ADOPTION IMMÉDIATE DE MESURES VISANT À CONTENIR
LES PRIX

M. Jacques Lavoie (Hochelaga): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant.

Pourrait-il dire à la Chambre si l'adoption de mesures immédiates est prévue pour freiner l'augmentation des prix qui n'ont cessé d'augmenter depuis l'annonce du gel?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable représentant de me poser une question pour la première fois. Je suis très heureux de le compter parmi nous à la Chambre. Il aura sans doute entendu parler, depuis qu'il est ici, du programme anti-inflation qui est à l'étude. J'espère que nous pouvons compter sur son esprit de collaboration.

M. Baker (Grenville-Carleton): Il n'y a pas une seule ménagère au Canada qui vous croit.

* * *

LA LOI SUR LA RESPONSABILITÉ NUCLÉAIRE

LES MOTIFS DU REPORT DE LA MISE EN VIGUEUR

M. Harvie Andre (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. La loi sur la responsabilité nucléaire a été votée au Parlement, et a reçu la sanction royale en juin 1970, mais elle n'a pas encore été promulguée. Le ministre peut-il expliquer ce qui retarde cette promulgation? Est-ce en rapport avec la réticence des assureurs privée à assumer les responsabilités exigées par la loi? Peut-il aussi indiquer quand la loi doit être promulguée?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je sais qu'il

[M. Woolliams.]

y a eu récemment des discussions avec les compagnies d'assurance privées, et je pense qu'elles sont plus à même maintenant de fournir le genre d'assurances que prévoit cette loi. J'irai aux renseignements et j'en informerai le député.

* * *

LA RADIODIFFUSION

LES CRITÈRES RELATIFS À LA VIOLENCE À LA TÉLÉVISION—
LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. J. Robert Howie (York-Sunbury): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État qui a la responsabilité de la Société Radio-Canada. Le ministre a-t-il l'intention de présenter un projet de loi visant à réglementer la publicité annonçant à la télévision des films de violence et classés comme s'adressant à un public restreint?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Non, monsieur l'Orateur. Le député se souvient que cette question a été soulevée lorsque la Société Radio-Canada s'est présentée dernièrement devant le comité parlementaire. Radio-Canada possède des critères en ce qui concerne la violence. Si ces critères ne sont pas ceux que les députés souhaiteraient, ils peuvent adresser des instances à la Société.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Ces critères s'appliqueront-ils au congrès des libéraux qui se tiendra cette fin de semaine-ci?

Des voix: Oh, oh!

M. Howie: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il nous parler des directives visant les autres réseaux et les stations privées?

M. Faulkner: Monsieur l'Orateur, c'est une question qui relève du CRTC.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ NATIONALE

ON DEMANDE QUE LE CANADA PROTESTE CONTRE DES
PRÉTENDUES OFFRES D'EMPLOIS DE LA CIA

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable solliciteur général du Canada.

Étant donné que des annonces dans des journaux américains publiées par la CIA invitent des demandes d'emploi pour du personnel, notamment un directeur de la CIA; des assassins des catégories GF-18, meurtre massif; des assassins des catégories GS-13, meurtre de chef d'État; des cambrioleurs; des dirigeants syndicaux; des faux témoins; des politiciens; des provocateurs; des administrateurs de sociétés de racketteers, des trafiquants de drogues; ma question est la suivante: Est-ce que l'honorable ministre entend protester contre ce genre d'activités de la CIA, qui surviendrait au Canada, sous la protection de la CIA?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général du Canada): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de cette annonce-là, mais je peux mener une enquête parmi mes fonctionnaires.